

Les médias publics ne sont pas invités.

Par Orlando Rangel Yustiz

Caracas, 4 avril 2013 AVN - « Dehors, dehors », « sortez-les d'ici », « putain de ta mère », « lèche-bottes », « laissez-les tranquilles », « pourquoi vous ne les laissez pas passer ? », « ils font leur travail », « ils ne peuvent pas passer », « ils nous ordonnent de les sortir », « l'entrée leur est interdite », « sortez d'ici , péquenaud, imbéciles, pédé, tu vas avoir des emmerdes » (...) Et ils nous firent des emmerdes et le candidat n'a pas bronché.

Parler d'agression ? Cela ne semble pas être une information. La violence contre les journalistes des médias publics est si fréquente de la part des gens de Capriles que parler de coups, d'insultes et de mauvais traitement est du recuit (en journalisme, une information qui n'est pas nouvelle).

Parler du libre exercice du journalisme ? Le candidat de la droite ne comprend pas cela. Le fascisme enraciné et concentré dans l'extrême droite comprend seulement irrationalité, « facho », intolérance, exclusion, expression de haine et d'hostilité.

Comme quand ils interdisent l'entrée à une personne dans un lieu nocturne de Las Mercedes, par exemple, avec « l'argument » que « tu es noir », « sale », ou « mal habillé », ainsi sont traités les journalistes du Système Bolivarien de Communications et d'Information (Sibci) dans les événements organisés par Capriles.

« Les médias publics ne sont pas invités », est la raison que nous donne Joan Zapata, membre de l'équipe de presse et de protocole de l'équipe de campagne d'Henrique Capriles. En posant des questions sur les fondements de cette décision, Zapata répond : « Ce sont les ordres, les médias publics ne sont pas invités , c'est tout ce que je peux te dire ». Et même ainsi, Capriles se plaint que les médias publics ne couvrent pas ses activités.

Les privés oui.

La porte est ouverte pour Globovision, Televen, Venevision, El Nacional, NTN24, RCN de Colombie, Reuters, Union Radio. Les médias privés défilent l'un après l'autre par l'entrée de l'enceinte où a lieu le meeting de Capriles, qui était prévu à 10h du matin et a commencé à midi.

L'endroit est une salle de conférences de la Société Vénézuélienne des Sciences Naturelles située dans la localité de El Marques dans une impasse, dans la municipalité de Sucre de l'état de Miranda. L'espace pour l'événement, retransmis en direct par Globovision, est un auditorium pouvant contenir quelques 100 personnes, ressemblant à un bunker, avec une seule porte pour entrer et sortir, administré comme en son temps l'ont fait les adeptes du fascisme avec le Führerbunker, dans un style agressif et d'exclusion.

Capriles dit que quelques « révolutionnaires boliviariens » s'ajoutent à leurs rangs. Une pantomime, les T-shirts blancs récemment faits avec le logo rouge du Bicentenaire de l'Indépendance du Venezuela (la carte de l'Amérique du Sud avec Bolivar à cheval et son épée brandie), arrivent au dernier moment et sont des membres des partis Volonté Populaire, Première Justice, Drapeau Rouge, Un Temps Nouveau, ainsi que des employés du gouvernement local de Miranda et de la Mairie de Sucre.

« Ils nous sortaient pour que leurs gens puissent entrer », « Vous avez vu ? Ils nous

décrivent de petits oiseaux dans l' air, ils nous ont dit « il faut y aller » et ils nous ont sortis », commentent, gênées, quelques personnes à la sortie de la salle.

Une fois que les faux « bolivariens révolutionnaires » ont mis leurs T-shirts, on les fait entrer dans la salle. « L'improvisation est le chemin direct vers la destruction du pays » a déclaré quelques heures plus tard dans cette même enceinte le candidat Capriles.

Un homme sort de la salle, il termine de mettre le T-shirt.

- Pourquoi tu soutiens Capriles ?
- Nous soutenons Capriles pour un changement au Venezuela.
- Et quelle organisation tu représentes ?
- Volonté Populaire, répond le « révolutionnaire » converti.

« La vérité gêne mais il est toujours préférable de dire la vérité plutôt qu'un mensonge », a dit Capriles ensuite dans son meeting.

« Les récupérés » de Capriles.

Après la réponse que les médias publics n'étaient pas invités à la réunion de Capriles, commença le travail de rapporter ce qui arriva hors de l'enceinte et de parler avec ceux qui se trouvaient là.

Tous étaient d'accord sur deux points. Un : les bénéfices apportés par le gouvernement d'Hugo Chavez. Deux : ne pas donner son nom par crainte de représailles.

« Les récupérés sont un petit groupe de partisans du gouvernement » dira ensuite Capriles dans cette rencontre.

Ami, je vais te dire une chose avec une totale sincérité, Chavez a beaucoup fait pour les personnes handicapées et je l'en remercie, la loi sur les personnes handicapées fut une réussite du gouvernement, c'est la seule chose dont je remercierai Chavez parce qu'avant nous étions pour la société une chose bizarre, comme des fantasmes, mais quand est arrivée la loi sur le handicap, nous avons vu la lumière, tout de suite j'ai eu une vie de qualité, » déclare un jeune handicapé moteur qui montre un carnet où il apparaît comme bénéficiaire du Conseil National pour les Personnes Handicapées (Conapdis).

Au milieu de la conversation, arrive une dame qui se présente comme combattante sociale. « Là où je vis, la dame d'en face a un petit ranch et pendant le gouvernement de Diosdallo Cabello, on lui a aménagé sa petite maison. Le pire ranch était le sien et maintenant, elle a une très belle petite maison, elle est même mieux que la mienne ».

« Je connais des chavistes qui sont de bonnes gens » continue la dame, il faut reconnaître que Chavez a fait de bonnes choses, la pension pour les personnes du troisième âge, la mission vivienda, el mercial, les bicentennaires, mais je ne l'aime pas, je ne l'ai jamais aimé en 14 ans. » A ce moment-là, passe un membre de l'équipe de campagne de Capriles, et cette dame très respectueuse, lui dit : « Regardez, il est journaliste, il veut faire son travail et on ne veut pas le laisser passer, il serait bon qu'il entre et qu'il voit ce qui se passe à l'intérieur. »

10 minutes passent et la réponse arrive : Non.

Nous continuons aux abords de l'enceinte, à ce moment-là, on nous signale qu'un homme

à lunettes, d'environ 45 ans, parle avec l'équipe de « sécurité » de Capriles . Je lui demande ce qui se passe et il me dit : « Rien, ami, rien ». Plus tard, ce même personnage sera l'un de nos agresseurs.

L'émeute, l'entrée de Capriles et les emmerdeurs.

Quelques deux heures plus tard, arriva Capriles sur une moto, en passager, sans escorte. Les personnes qui avaient été sorties par les « bolivariens révolutionnaires » s'animent pour saluer le candidat.

Commencent le désordre, l'anarchie, les barricades de métal qui avaient été placées furent déplacées pour qu'entre Capriles. Il va y avoir une « émeute », dit une dame qui tente de s'enlever du milieu avant qu'on lui marche dessus.

Il monte les cinq marches d'escalier de l'entrée, la photographe d'AVN fait son travail devant le candidat , je cherche à me rapprocher pour accomplir mon travail de journaliste mais une escorte m'écarte. Nous continuons, l'idée est de demander au « maigrelet » comme il se définit, pourquoi on ne nous laisse pas entrer dans l'enceinte, pourquoi l'entrée nous est interdite.

Nous allons à la porte, une porte normale comme celle d'une maison ou d'un appartement. La photographe était entrée en se penchant pendant qu'il faisait son travail, ensuite entra Capriles, et ensuite moi. Alors arrive le personnel de sécurité et il nous attrape.

Un de la « sécurité » retient la photographe par la ceinture , la soulève et l'écarte de côté pour que l'homme du « progrès » passe. Après Capriles, moi. Je lui demande et je lui demande, j' imagine, il ne m'écoute pas, j' imagine. La répression commence. Je vois comment ils retiennent ma camarade de travail et ensuite, une femme de la « sécurité » du candidat me tombe dessus.

« Tu ne peux pas passer, petit, tu ne peux pas passer. Tu es interdit ici. », je lui demande pourquoi. La réponse : des bourrades. Je me retourne pour chercher la photographe, elle lutte pour se dégager de l'étreinte de l'homme de la « sécurité ». « Lâche-moi, tu me fais mal », dit Zurimar, la photographe. Mais pourquoi ne pas les laisser entrer ? Eux aussi sont vénézuéliens, nous ne pouvons pas faire cela » demande une dame à qui l'homme répond : « je fais seulement mon travail, mes chefs m'ont dit qu'ils ne pouvaient pas entrer ».

En voyant la situation de ma camarade, j' entrer à nouveau , à ce moment-là, un homme au crâne rasé et à la chemise bleue prend Zurimar par le bras et cherche à lui arracher l'appareil photo. Elle se débat avec celui de la « sécurité », j'essaie d'intervenir et à ce moment-là, plusieurs me prennent par les bras, commencent à me donner des coups, de grands coups, de grands coups sur les épaules.

Ils poussent Zurimar, un autre de la « sécurité » lui donne des coups, les femmes lui lancent des coups de poing sur la tête et le corps, aussi des griffures pleines de haine, l'homme au crâne rasé qui prétendait voler son matériel de photo lâche l'appareil photo et la bouscule.

Au milieu des coups, elle essaie de se défendre, de faire des photos de ce moment-là et de son agresseur. Il la voit, la menace, recommence à la bousculer, lui lance un direct au visage, Zurimar se couvre avec l'appareil mais l'agresseur lui porte un coup sur la

pommette droite, l'homme recommence à la bousculer et fait que sa tête se cogne contre l'encadrement de la porte d'entrée. Je continue à être ceinturé et les mains attachées, à recevoir des coups.

Au milieu de cette hostilité, quelques personnes sortent pour nous défendre, « laissez-les tranquilles », « ils font leur travail », « pourquoi vous ne les laissez pas passer ? » « ne vous en faites pas, nous qui sommes le peuple, allons vous laisser passer ».

Alors, le combat commence entre les personnes qui nous défendent et ceux de la « sécurité ». Comme toujours, le peuple est le plus fort. Escortés par eux, nous arrivons dans l'auditorium où finit d'entrer Capriles, qui n'a pas bronché en voyant les agressions qui ont eu lieu à son passage.

Nous entrons, nous ne passons pas plus de 30 secondes et un de la « sécurité » de Capriles recommence à vouloir ma faire sortir de la pièce. « Tu ne peux pas être ici, tu ne peux pas être ici » répète ce réveille-matin, impertinent.

Capriles au fond, lève les yeux et voit la scène, je le regarde et je lui dis : « regarde Capriles, ils ne nous laissent pas passer, nous sommes journalistes, tu nous connais, pourquoi ne nous laissent-ils pas passer ? » Cela suffit pour que celui de la « sécurité » et l'autre complice commencent à me bousculer. Le candidat voit la scène, lève la main et alors, sous son regard complaisant, ils me prennent par les jambes et les bras pour me sortir de force de la salle comme s'il s'agissait d'un paquet d'ordures.

Déjà dehors, celui de la « sécurité » finit de perdre les pédales, rouge comme un babouin furieux. « Sors, sale merde, hors d'ici, cochon, je vais te donner des gnons ». Un autre de la sécurité ferme la salle à clef, laissant ma camarade enfermée, deux minutes plus tard, ils la sortent, ils ferment à nouveau à clef.

Quelques adeptes de Capriles en désaccord avec cette répression, se demandent pourquoi. Personne n'obtient de réponse. Gênés, ils condamnent les violences et nous font des excuses.

« Ca, c'est eux, ceux de la sécurité sont des fous, ils ressemblent à des gorilles. »

Comment sortons-nous ?

Déjà expulsés du meeting prosélytiste, nous pensons quitter le lieu sans qu'ils recommencent à nous frapper. La mission est difficile. « Nous en appelons quelques-uns, Sebin ? » dit celui de la « sécurité » sur le ton de la plaisanterie. La sensation de détresse nous envahit, certainement nous avons peur, nous ne nous sentons pas en sécurité. Quelques minutes plus tard s'approchèrent de nous les mêmes personnes qui nous aidèrent à entrer jusqu'à la salle où Capriles parle d'unité et de tolérance.

« Nous allons sortir », « allons-y », décidons-nous. Etourdis, encore effrayés, nous nous disposons à quitter les lieux, la haine démesurée et les insultes continuent : « sortez d'ici, fils de pute », « Vous, journalistes, soyez tranquilles, quand Capriles aura gagné, vous pourrez aller chercher du travail à Globovision. »

Déjà dans la rue, avec les gnons et quelques personnes nous accompagnant, les menaces et les menaces continuent. Ils nous montrent du doigt comme si nous étions des criminels. « Tu vois, fille, ça te fait mal ? Bon, c'est ce qui qu'on sent quand on vous donne

des gnons, il est bon qu'on se le dise », dit à Zurimar une dame fière de la raclée. Ensuite arrive un homme, avec les yeux rouges et hors de lui, il part sur une moto très chère, comme celles qu'utilisent les escortes, il porte une casquette du gouvernement de l'état de Miranda. Il me tape sur l'épaule et me dit : « Regarde, imbécile, tu es un imbécile, ce que tu mérites, c'est une volée de gnons, petit pédé, casse-pied de merde, laissez-moi lui donner quelques gnons, à cet imbécile. »

Ce fut une bonne classe de fascisme. Une bonne recette de mépris, d'agressions, de menaces, et de violence, cuisinée et assaisonnée à la sauce extrême droite. Je ne manquerai pas de rappeler pour finir le meeting de lundi dernier à Chacao où Capriles fit 30 mn de trot et 11 de « discours ». Ce soir-là se termina avec un message clair pour les journalistes, les reporters et les travailleurs du Sibci. Ce premier avril, certains des adeptes de Capriles qui ont marché « contre la violence » ont terminé cet événement « avec une pointe de gnons »

(source AVN 4/4/2013
traduction Françoise Lopez)